



**PRÉFET
DE CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Décision d'examen au cas par cas n°017566/KK P du 19 mai 2026
relative au renouvellement de la zone de mouillage et d'équipements
légers de la commune de Calcatoggio, en application de
l'article R.122-3-1 du code de l'environnement**

**Le préfet de Corse,
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

- Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3-1 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 23 juillet 2025 portant nomination du préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud – M. Eric JALON ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 avril 2023 nommant Monsieur Jean-François BOYER, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse à compter du 15 mai 2023 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2025-08-27-0006 du 27 août 2025 portant délégation de signature à Monsieur Jean-François BOYER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2025-08-28-00001 du 28 août 2025 portant subdélégation de signature à des agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;

- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2012-114-0009 du 23 mai 2012 autorisant jusqu'au 1^{er} juin 2027 l'occupation temporaire du domaine public maritime pour une exploitation par la commune de Calcatoggio d'une zone de mouillage et d'équipements légers (ZMEL) dans la baie de Liscia ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas relative au renouvellement de cette ZMEL présentée le 29 avril 2026 par la commune de Calcatoggio, représentée par son maire ;

Considérant la nature du projet qui consiste en un renouvellement à l'identique de la ZMEL autorisée depuis 2012, avec réduction du nombre de mouillages proposés de 167 à 125 ;

Considérant que le renouvellement d'une ZMEL relève de la rubrique n° 9.d du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement (« *Zone de mouillage et d'équipements légers* ») ;

Considérant que cette ZMEL est située en dehors de tout site Natura 2000 et toute ZNIEFF ;

Considérant que le renouvellement de la ZMEL ne prévoit aucuns travaux, que les mouillages seront disposés sur une période de 7 mois par an et qu'en dehors de cette période, les lignes de mouillage et les bouées d'amarrage sont déposées par interventions de plongeurs, sans dépose des bouées de sub-surface et des systèmes d'ancrage ;

Considérant le rapport de suivi des Herbiers de Posidonie et la cartographie des biocénoses ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, les enjeux environnementaux liés au projet ne justifient pas une soumission à étude d'impact ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

DÉCIDE

Article 1^{er} – Le projet de renouvellement de la zone de mouillage et d'équipements légers de la commune de Calcatoggio, n'est pas soumis à étude d'impact, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 – La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 – La présente décision est publiée sur le site internet de l'autorité environnementale.

Article 4 – Le secrétaire général pour les affaires de Corse et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Pour le préfet et par subdélégation du
directeur,
L'adjoint à la cheffe du service
biodiversité, évaluation et paysages



**Bertrand
CAGNEA
UX**

Voies et délais de recours

— Recours administratif préalable obligatoire : à adresser à monsieur le préfet de Corse, Palais Lantivy, BP 401 - 20188 Ajaccio Cedex 1. Ce recours doit être obligatoirement introduit avant tout recours contentieux sous peine d'irrecevabilité de ce dernier. Formé dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision, il a pour effet de proroger le délai de recours contentieux.

— Recours contentieux : à adresser au Tribunal administratif de Bastia, Villa Montepiano - 20 407 BASTIA. Le Tribunal administratif de Bastia peut également être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr. Le recours contentieux peut être introduit dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable obligatoire.